

# LES CANADIENS OCCUPENT LE TERRAIN

PAR LE GROUPE DE RECHERCHE  
SUR LES ACTIVITÉS MINIÈRES EN AFRIQUE (GRAMA)

En août 1996, la concession minière de Bulyanhulu, en Tanzanie, relevait de la filiale tanzanienne de la minière canadienne Sutton Resources, la Kahama Mining Corp. Des milliers de paysans-nes et mineurs artisanaux résistaient aux évictions. Ils ont été chassés de leurs terres par la force. Selon Amnesty Internationale, «une cinquantaine de mineurs travaillant à extraire de l'or ont été tués dans des circonstances laissant à penser qu'ils avaient été victimes d'exécution extrajudiciaire, lors d'une opération visant à les expulser d'une terre qui faisait l'objet d'un litige<sup>11</sup>». (pour les notes, voir : «En savoir plus», ci-dessous)

Ces événements n'ont jamais été éclaircis. Cela laisse planer le doute sur les responsabilités canadiennes. La Société pour l'expansion des exportations du Cana-

da (SEE) a néanmoins fourni, en 2000, des «services d'assurance-risques politiques» à la Barrick Gold<sup>12</sup>, qui avait acquis la Sutton Resources en mars 1999.

La SEE offre du financement aux exportateurs et investisseurs canadiens pour encourager le commerce extérieur. Comme une institution commerciale, la SEE entoure ses activités du secret commercial. De plus en plus de Canadiens-nes réclament davantage de transparence de cette société de la Couronne dont les engagements ont des répercussions sociales et environnementales considérables, surtout que la SEE connaît une croissance fulgurante ces dernières années. En Afrique, la SEE a appuyé «pour 509 M \$ de transactions sur 31 marchés africains en 1999, par rapport à 356 M \$ en 1998<sup>13</sup>».

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) appuie aussi directement les investisseurs privés (Programme de coopération industrielle ou PCI). Depuis 1978, le PCI subventionne des partenariats entre le secteur privé canadien et des pays en développement. En 1998-1999, l'ACDI a approuvé 54 propositions pour l'Afrique et le Moyen-Orient, une contribution de 10,9 M \$. Entre 1998 et 2001, six compagnies minières ou métallurgiques canadiennes se sont partagé 1,5 M \$ pour des projets au Burkina Faso, au Kenya (Tiomin Resources), au Rwanda et en Afrique du Sud.

En outre, l'ACDI, par ses programmes bilatéraux, a approuvé des contributions à trois gouvernements africains. En Afrique du Sud, de 1995 à la fin mars 2001, l'ACDI a contribué 3 M \$ par l'entremise d'une organisation locale, le *Mineral Energy Policy Centre*, pour des consultations sur les moyens de faciliter la participation des Sud-Africains au secteur minier. Un livre vert puis un livre blanc ont été produits.

Au Zimbabwe, l'ACDI a contribué 3,5 M \$ sur trois ans pour améliorer la gestion des titres miniers et la Loi sur l'environnement. Une partie du programme consiste à instaurer des systèmes de gestion des titres. En Zambie, avec 3,54 M \$ provenant de l'ACDI, le ministère des Ressources naturelles du Canada aidera le gouvernement zambien à faire respecter ses lois sur l'en-



## Pour en savoir plus

**1** Droits et Démocratie, *Mines et développement économique au Kenya : à quel prix?* site Internet: [www.ichrdd.ca/111/francais/nouveautés/tiominContexte.html](http://www.ichrdd.ca/111/francais/nouveautés/tiominContexte.html). D'autres informations relatives à cette campagne se trouvent également sur le site Internet de Mines Alerte: [www.miningwatch.ca](http://www.miningwatch.ca)

**2** Le site de la Kenyan Community Abroad (KCA) sur cette campagne: <http://kenyans-abroad.org/tiomin>

**3** *Dongo Kundu*, produit par World Wide Film Expedition, disponible à Mines Alerte: [www.miningwatch.ca](http://www.miningwatch.ca)

**4** André Lemieux, *La présence de l'industrie minière canadienne dans le monde*, in *Annuaire des minéraux du Canada*, 1999, Ressources naturelles Canada, Ottawa, 2001.

**5** Pour une analyse plus détaillée, voir: *Vers une spirale de la violence? Les dangers de la privatisation de la gestion du risque des investissements en Afrique*, mémoire soumis au ministre Lloyd Axworthy, mars 2000. [www.miningwatch.ca](http://www.miningwatch.ca)

**6** Keith J. Brewer et André Lemieux, *La Place du Canada dans l'industrie minière mondiale. Financement d'origine canadienne de l'industrie minière internationale*, présenté à la 4<sup>e</sup> conférence, internationale intitulée Finance for the Global Metals Industry, Toronto, 7-9 mai 1997.

**7** *La Stratégie commerciale pour l'Afrique 2000*. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), printemps 2000.

**8** *Mining Boom: Harnessing the Gain for Africa*, in *African Agenda*, no 15, 1997, revue publiée par Third World Network - Africa Secretariat.

**9** «A World Bank official has warned that Kenya will not receive up to two-thirds of a newly-approved \$72 million emergency loan unless the government makes good on promises to privatise power generating and supply enterprises», article du *East African*, Nairobi, le 30 octobre 2000.

**10** Banque mondiale, *Can Africa Claim The Twenty-first Century?*, mai 2000.

**11** Amnesty Internationale, *Rapport annuel 1997*, p. 337. En 1998, Amnesty Internationale demandait au gouvernement tanzanien d'ouvrir une information judiciaire indépendante, ce qu'il a refusé en continuant de nier qu'il y ait eu des morts lors de cet incident (voir Amnesty Internationale, *Rapport annuel 2000*).

**12** Pour une critique plus approfondie de la SEE, consulter le site Web de la coalition «Initiative d'Halifax», qui accueille un groupe de travail sur la SEE à l'adresse suivante: <http://www.web.net/halifax/edc/index.html>.

**13** MAECI, *op. cit.*, p. 3

**14** Campbell Bonnie, in *Les Intérêts miniers canadiens et les droits de la personne en Afrique dans le cadre de la mondialisation*, site Internet de Droits et Démocratie: [www.ichrdd.ca/111/francais/commdoc/publications/afrique/afriqueMondial.html](http://www.ichrdd.ca/111/francais/commdoc/publications/afrique/afriqueMondial.html)